

TOUT L'OR DU MONDE !

Depuis quelques années, à chaque manifestation nationale, les syndicats et le ministère de l'Intérieur comptent les personnes qui défilent dans les rues. Chacun à sa façon.

Les flics se postent à un endroit et appuient sur un mini compteur. Clic ! Clic ! Clic ! Les plus maniaques comptent par tranches de dix. Les autres calculent le nombre de manifestants d'un lampadaire à l'autre et se calent sur ce repère pour compter par tranches de cinquante ou cent personnes.

Quant aux syndicats, on ne livrera pas ici la méthode de calcul ; c'est un secret ! Même les Renseignements Intérieurs (ex RG) ne savent pas comment on fait...

A l'arrivée, l'écart entre les chiffres est souvent énorme.

Il en va de même concernant le projet de réforme des retraites porté par l'actuel gouvernement.

Reprenons depuis le début :

- Mardi 23 mars : Syndicats 800 000 ; Police 380 000
- Jeudi 27 mai : Syndicats 1 Million ; Police 395 000
- Jeudi 24 juin : Syndicats 2 Millions ; Police 797 000 (on notera la précision du chiffre !)
- Mardi 7 septembre : Syndicats 2,7 Millions ; Police 1,1 Millions
- Jeudi 23 septembre : Syndicats 3 Millions ; Police 1 Million
- Samedi 2 octobre : Syndicats 3 Millions ; Police 900 000
- Mardi 12 octobre : 3,5 Millions ; Police 1,2 Millions
- Samedi 16 octobre : Syndicats 3 Millions ; Police 800 000
- Mardi 19 octobre : Syndicats 3,5 Millions ; Police 1,1 Millions
- Jeudi 28 octobre : Syndicats 2 Millions ; Police 600 000

Où est la vérité ? Elle est ailleurs, dirait Mulder (ça rime...).

Certainement entre les deux. C'est comme le bouddhisme... la voie du milieu.

Mais, plus sérieusement, on comprend bien l'enjeu lié à cette querelle de chiffres. Le gouvernement cherche par tous les moyens à minimiser une mobilisation qui, depuis mars 2010, va croissant.

Même Raymond Soubie, le conseiller et grand stratège de Sarko en matière sociale, a dû se demander s'il n'avait pas, finalement, ouvert la boîte de Pandore.

Sa stratégie a, semble-t-il, quelque peu dérapé.

On entendait, en amont de l'été, les cadors de la majorité, comme Jean-François Copé par exemple, qui argumentaient volontiers sur la nécessité, dans un tel dossier, d'en passer par quelques inévitables manifestations, mais qu'ensuite, le débat parlementaire ayant eu lieu, la grande majorité des français se rallierait vraisemblablement à l'idée de l'inéluctabilité d'une telle réforme.

En somme, l'UMP avait tablé sur quelques pouets pouets dans la Rue avec des organisations syndicales qui font deux tours et puis s'en vont ! Et puis chacun rentrerait chez soi, bien tranquillement, même avec un fort goût d'amertume sur les lèvres.

Sauf que !... Cette stratégie n'a pas fonctionné !

Les vacances d'été, enrichies d'une polémique qui a d'ailleurs rendu les français encore plus soupçonneux qu'ils ne pouvaient l'être au départ quant à la probité de certains membres de l'équipe de Sarko, n'ont pas altéré le sentiment d'injustice qui existe dans tous les esprits et qui est devenu, au fil du temps, le corollaire de cette réforme.

INJUSTE ! C'est le terme qui vient en premier à l'esprit. Dans toutes les discussions. En famille, avec les amis, au boulot, dans la rue...

INJUSTE ! C'est le mot repris par les medias. La presse écrite, les infos à la télé, les radios... Tous ont parlé d'une réforme injuste.

Et la mayonnaise a pris ! Et pas qu'à Dijon (facile, celle-là..). Partout en France.

Et depuis septembre, ça n'en finit plus de râler dans les chaumières et dans les rues.

Mais pas sûr, à bien y réfléchir, que ça embête Sarko !

Soubie n'avait peut-être pas prévu une telle montée en puissance de la grogne populaire, mais ça fait certainement l'affaire de son Président couillu. Lui qui n'hésite pas à apostropher en direct live les marins pêcheurs de Bretagne, voilà l'occasion de montrer à ses électeurs (53 %, rappelons-le) que la fermeté peut être érigée en un concept salvateur.

Lui tout seul, Sarko 1^{er}, détient la vérité ! Lui tout seul, du haut de ses certitudes, contre vents et marées, sauvera ce système de retraites par répartition, synonyme de solidarité intergénérationnelle, qui fait tant rêver notre grand frère américain.

Ca, c'est la version idéalisée et quelque peu prout prout cadet.

Dans les faits, Sarko 1^{er} veut un deuxième mandat. Et il compte fortement s'appuyer sur cette réforme majeure pour laquelle, au passage, il n'a pas été élu, pour revendiquer la légitimité d'une deuxième quinquennat.

C'est son droit !

Mais tout n'est pas joué, malgré les apparences.

Les chiffres des manifestations ont certes baissé, le 28 octobre dernier. C'est vrai ! Il y a d'ailleurs deux raisons à cela.

La période de congés scolaires tout d'abord, qui a certainement une influence sur l'affluence, mais peut-être aussi, ne nous cachons pas derrière une possible vérité, le fait que le parlement a « définitivement adopté » le projet de loi le 27 octobre, après presque deux mois de discussions, d'abord à l'Assemblée nationale et ensuite au Sénat.

Le texte, mis au point le 25 octobre par la Commission mixte paritaire a été adopté le 26 au Sénat, par 177 voix contre 151, et le 27 à l'Assemblée nationale, à l'issue d'un scrutin public : 336 députés ont voté "pour", 233 députés ont voté "contre", 5 députés se sont abstenus.

La loi devrait maintenant « être promulguée » mi-novembre.

Le gouvernement, au lieu de crier victoire, a intelligemment mis en place une stratégie de communication bien rôdée, car les organisations syndicales, conscientes d'un possible infléchissement de la mobilisation durant les vacances scolaires, ont d'ores et déjà acté une prochaine journée d'action samedi 6 novembre.

Et les séides de Sarko, conscients d'une possible reprise de la contestation, ont pour consigne de nous la jouer profil bas dans les médias.

Surtout, pas de risques inutiles ! Eric Woerth a parlé de « *ralentissement significatif de la mobilisation* ».

Inutile, donc, d'en rajouter dans la période.

Les vacances scolaires finies, on ne sait jamais ce qui pourrait se passer !...

Les jeunes, requinqués par des vacances bien méritées, pourraient bien reprendre la bagarre dans la Rue aux côtés des inconnus, des amis, des familles.

Attention à ne pas enterrer trop vite un mouvement social qui, sept mois après avoir débuté, continue d'être soutenu par deux tiers des français, car les organisations syndicales, fortes de ce soutien, pourraient bien encore ajouter quelques pièces dans la machine bien huilée de la contestation.

Et la CFDT dans tout ça ?

Droite dans ses bottes, comme on dit, et depuis le début.

Une analyse et des choix validés en juin par le Congrès de Tours, d'ailleurs confortés par le dernier CNC, et une volonté d'avoir une réflexion de fond avec tous les partenaires concernés par ce dossier, pour une réforme systémique et pérenne dans le temps.

Depuis des mois, la CFDT prône un vrai dialogue avec le gouvernement. Dialogue qui ne viendra pas.

Depuis des mois, la CFDT pèse dans l'Intersyndicale et les choix qui sont opérés en matière d'action.

Depuis des mois, la CFDT, malgré les difficultés, participe au maintien d'une unité syndicale pas toujours facile à mettre en œuvre.

Du coup, la couleur orange est portée avec fierté dans les cortèges. Les drapeaux, les chasubles viennent même à manquer.

Si dans les équipes locales, la multitude des actions dans les différents secteurs a engendré une inévitable fatigue, il n'y a pas de lassitude. Plutôt le sentiment de bien faire, et d'avoir bien fait !

On a la sensation d'avoir ajusté notre capacité d'indignation à notre insatiable soif de justice sociale.

Et ça !... pour des militants, ça vaut tout l'or du monde !

Jean Innocenzi

Secrétaire général du Syndicat Défense Méditerranée